

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
14 mars 2022
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 100 de l'ordre du jour
Désarmement général et complet**

**Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année**

**Lettre datée du 11 mars 2022, adressée au Secrétaire général
et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Je tiens à exprimer les graves préoccupations que nous inspire le fait qu'un certain nombre de pays occidentaux aient décidé d'intensifier leurs livraisons d'armes à l'Ukraine, sans avoir le moindre égard pour les conséquences extrêmement graves de telles décisions, tout particulièrement pour la population civile.

Les armes en question – systèmes portables de défense antiaérienne (MANPADS) Stinger, missiles antichar guidés portables Javelin et NLAW et autres systèmes portables – ont un caractère extrêmement sensible. Les systèmes MANPADS représentent un énorme danger pour l'aviation civile, comme l'ont tristement montré les nombreuses tragédies causées par des avions civils touchés par de tels systèmes dans différentes parties du monde, tandis que les missiles antichar guidés peuvent constituer une menace pour le transport ferroviaire et les infrastructures.

Les organisateurs de ces livraisons ont pleinement conscience du risque que ces armes de haute précision tombent entre les mains de terroristes, de criminels et autres destinataires non autorisés. Après tout, n'ont-ils pas soutenu la résolution 62/40 adoptée en 2007 par l'Assemblée générale sur la prévention de l'accès non autorisé aux systèmes portatifs de défense aérienne, de leur transfert et de leur utilisation illicites, les « Éléments pour le contrôle à l'exportation des systèmes portatifs de défense aérienne » adoptés en 2003 dans le cadre de l'Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage, ainsi que d'autres textes applicables en matière de non-prolifération ? Ces documents préconisent l'adoption de mesures strictes pour contrôler les exportations de MANPADS, l'échange d'informations sur l'état des stocks et des exportations de tels systèmes, la garantie d'un stockage fiable de ce type d'armes de pointe, ainsi que la destruction des MANPADS dont le nombre dépasse le niveau nécessaire pour assurer la sécurité nationale.

Or, les pays occidentaux choisissent aujourd'hui de faire exactement le contraire. L'Union européenne elle-même, dans la résolution du Parlement européen en date du 14 novembre 2018 intitulée « Exportations d'armements : mise en œuvre



de la position commune », a relevé qu'un certain nombre de pays de l'Union européenne faisaient preuve de négligence dans la réexportation de produits militaires (y compris ses modèles les plus sensibles), laquelle se fait souvent en violation flagrante des conditions fixées dans les certificats d'utilisateur final. Il est notoire que, depuis de nombreuses années, les structures criminelles européennes reçoivent un approvisionnement important en armes légères et de petit calibre en provenance d'Ukraine, de Bulgarie, de Roumanie et d'autres pays, où prospère la fabrication illégale de modèles d'arme d'origine russe/soviétique sous licence périmée ou sans licence.

Nos homologues occidentaux semblent avoir oublié leurs propres initiatives, notamment dans le cadre du programme Partenariat pour la paix ainsi que des efforts de la communauté internationale, pour lutter contre la prolifération illicite et favoriser la destruction des MANPADS excédentaires au fil des ans dans différents pays. À l'époque, en Ukraine même, un surplus de quelque 3 000 MANPADS avait été éliminé des arsenaux des forces armées.

Aujourd'hui, ces efforts sont réduits à néant et les obligations contractées par les pays occidentaux ne sont pas respectées. Il est évident que les armes ainsi fournies à l'Ukraine tomberont inévitablement entre les mains des tristement célèbres bataillons nationalistes ukrainiens aux emblèmes nazis. Il est également établi que les autorités ukrainiennes ont décidé de remettre en liberté des criminels et de les armer. On rapporte également qu'une campagne serait en cours pour recruter des mercenaires étrangers appelés à combattre en Ukraine. La Russie ne porte aucune responsabilité dans la vie de ceux qui ont décidé de prendre part à des activités militaires illégales en Ukraine. En outre, étant donné la véritable nature des soi-disant « volontaires », leur participation accentue considérablement le risque que des armes illégales prolifèrent non seulement en Ukraine mais également en Europe, faisant ainsi peser sur le monde la menace d'une prolifération de MANPADS, de missiles antichar guidés et autres armes de haute précision à caractère extrêmement sensible, ce qui aura des conséquences très graves, avant tout pour la population civile.

Il est extrêmement décevant de voir que les pays européens, qui, depuis de nombreuses années, défendent l'adoption de mesures pour contrôler certains types d'armes particulièrement sensibles et bénéficient du soutien sans faille de pays d'Afrique et d'Amérique latine animés du même esprit, affichent aujourd'hui leur volonté de tourner le dos aux principes qu'ils ont prônés.

Nous exhortons l'Union européenne et les pays de l'OTAN à s'abstenir, d'une part, de mettre en danger les civils et de causer des souffrances humaines dans le monde entier par la décision irréfléchie de continuer à fournir des armes à l'Ukraine, et, d'autre part, de créer des risques à long terme pour l'aviation civile internationale et les autres voies de communication, non seulement en Europe mais également au-delà de ses frontières.

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 100 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Vassily **Nebenzia**